

Clotilde DEMEURE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Carine MONTJOUVENT
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Alice POUSSIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Amandine DELAYANCE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

ASSOCIATION CIEDEL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

SOCIÉTÉ
D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES

INSCRITE
AU TABLEAU DE L'ORDRE
DES EXPERTS-COMPTABLES
DE LA RÉGION AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

INSCRITE
À LA COMPAGNIE
RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES DE
LYON-RIOM

ASSOCIATION CIEDEL

10 Place des Archives
69288 Lyon Cedex 02

Clotilde DEMEURE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Carine MONTJOUVENT
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Alice POUSSIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Amandine DELAYANCE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

SOCIÉTÉ
D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES

INSCRITE
AU TABLEAU DE L'ORDRE
DES EXPERTS-COMPTABLES
DE LA RÉGION AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

INSCRITE
À LA COMPAGNIE
RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES DE
LYON-RIOM

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIEDEL relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « Autres informations – Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement des indemnités de départs à la retraite et la situation financière de l'association.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder
- son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 05 février 2025

**Le Commissaire aux Comptes
SAS OHAYON**

Signé par Clotilde Demeure
Le 06/02/25

ID: tx_Y5zD66X8A8YB



Clotilde DEMEURE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024**

A N N E X E

COMPTES ANNUELS AU 31 AOÛT 2024

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	26 756	26 756			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	61 715	61 304	411	1 501	- 1 090
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	15		15	15	
Prêts					
Autres	24 360		24 360	24 204	156
TOTAL (I)	112 845	88 059	24 786	25 720	- 934
Actif circulant					
Stocks et en-cours	4 482		4 482	33 857	- 29 375
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	74 204	4 952	69 253	176 842	- 107 589
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	385 703		385 703	2 069 664	-1 683 961
Valeurs mobilières de placement				8 800	- 8 800
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	351 089		351 089	700 114	- 349 025
Charges constatées d'avance	9 682		9 682	9 038	644
TOTAL (II)	825 161	4 952	820 209	2 998 315	-2 178 106
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	938 006	93 011	844 995	3 024 035	-2 179 040

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	273 809	273 809	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles	191 671	191 671	
. Réserves pour projet de l'entité	5 954	5 954	
. Autres			
Report à nouveau	-420 784	-341 000	- 79 784
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 770	-79 784	56 014
Situation nette (sous total)	26 881	50 650	- 23 769
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	26 881	50 650	- 23 769
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	84 060	124 902	- 40 842
TOTAL (II)	84 060	124 902	- 40 842
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	57 021	131 932	- 74 911
TOTAL (III)	57 021	131 932	- 74 911
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		8	- 8
Emprunts et dettes financières diverses	4 931	4 931	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	128 915	584 094	- 455 179
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	48 521	62 526	- 14 005
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	146 693	114 826	31 867
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	347 975	1 950 166	-1 602 191
TOTAL (IV)	677 034	2 716 551	-2 039 517
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	844 995	3 024 035	-2 179 040
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	810	270	540	200,00
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	639	318	321	100,94
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	755 409	741 973	13 436	1,81
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	694 879	844 054	- 149 175	-17,67
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	6 996	10 802	- 3 806	-35,23
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	156 320	175 960	- 19 640	-11,16
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	79 289	2 441	76 848	N/S
Utilisations des fonds dédiés	46 048	126 343	- 80 295	-63,55
Autres produits	-29 013	-6 765	- 22 248	328,87
Total des produits d'exploitation (I)	1 711 377	1 895 397	- 184 020	-9,71
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	4 249		4 249	N/S
Variations stocks	-3 402	665	- 4 067	-611,58
Autres achats et charges externes	655 768	985 438	- 329 670	-33,45
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	32 817	32 594	223	0,68
Salaires et traitements	739 241	653 354	85 887	13,15
Charges sociales	296 007	258 424	37 583	14,54
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 090	25 857	- 24 767	-95,78
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	11 220	11 915	- 695	-5,83
Total des charges d'exploitation (II)	1 736 989	1 968 247	- 231 258	-11,75
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-25 612	-72 850	47 238	64,84
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	1 932	1 414	518	36,63
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change		3	- 3	-100
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	1 932	1 417	515	36,34
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change		28	- 28	-100

	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)		28	- 28	-100
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	1 932	1 388	544	39,19
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-23 680	-71 462	47 782	66,86
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	90	2 591	- 2 501	-96,53
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	90	2 591	- 2 501	-96,53
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-90	-2 591	2 501	96,53
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)		5 731	- 5 731	-100
Total des produits (I + III + IV)	1 713 309	1 896 813	- 183 504	-9,67
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 737 079	1 976 597	- 239 518	-12,12
EXCEDENT OU DEFICIT	-23 770	-79 784	56 014	70,21
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

ANNEXE

Préambule

Présentation de l'Association :

UN INSTITUT UNIVERSITAIRE ANCRE LOCALEMENT

Le CIEDEL affirme son positionnement d'institut universitaire, ancré au sein de l'Université Catholique de Lyon (UCLy). Il s'inscrit dans la recherche d'un monde plus juste où le développement est conçu comme participant à l'épanouissement humain. La mesure des améliorations est ainsi autant qualitative que quantitative, matérielle ou économique. Par ses activités de formations, de recherches, d'études, de conseils et de mise en oeuvre de projets, le CIEDEL contribue à l'amélioration des relations sociales et des systèmes de gouvernance. Il travaille étroitement avec les acteurs du développement local, que ce soit les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, les entreprises et les institutions publiques, tant en France qu'en Europe et à l'international. Ancré à Lyon, en Région Auvergne-Rhône-Alpes, le CIEDEL articule des actions aux niveaux local, régional, national et international, qui s'adressent à celles et ceux qui sont intéressés par la recherche de nouvelles options de développement.

VALEURS

Le changement social dans une perspective humaniste
L'enseignement et l'expertise du CIEDEL s'inscrivent dans des valeurs de changement social en favorisant le plein accès des acteurs de développement à la connaissance, à l'analyse collective des expériences, et à l'échange de pratiques. Dans une perspective humaniste, les acteurs sont au centre des processus de changement dans le respect de la diversité, de l'autonomie et la dignité des personnes. Face aux enjeux actuels du développement, le CIEDEL fait le choix d'une pensée libre pour aborder les analyses et les nouvelles pratiques en émergence dans le monde et pour contribuer à la construction d'alternatives.

PRINCIPES D'ACTION

Le CIEDEL se positionne comme médiateur
L'approche du CIEDEL est de partir des réalités vécues localement et de relier les enjeux locaux aux enjeux régionaux, nationaux et internationaux. Cette approche permet de croiser les regards et de favoriser la co-construction des savoirs à partir des pratiques.

Le CIEDEL a pour but de contribuer, tant en France qu'à l'étranger :

- au renforcement des capacités des acteurs de développement,
- à la mise en oeuvre de projets et d'expertises au service du développement,
- à la mise en place et l'animation de réseaux
- à l'émergence d'innovations méthodologiques et organisationnelles
- à la production et diffusion de connaissances

Et plus généralement à toute activité permettant de concourir à son objet.

GOUVERNANCE

Le CIEDEL est une association loi 1901, membre associé de la Faculté de Droit, Sciences Economiques et Sociales de l'Université Catholique de Lyon

ÉQUIPE

Le CIEDEL compte sur une équipe d'une quinzaine de professionnels, dont une partie sont mis à disposition du Groupement d'Intérêt Public (GIP) RESACOOOP. Le fonctionnement de l'équipe est basé sur les principes de la collégialité. Par ailleurs le CIEDEL anime le Réseau des praticiens du développement, qui est composé de plus de 1500 professionnels présents dans une soixantaine de pays. Ces professionnels sont majoritairement les alumni du CIEDEL.

LOCAUX

Le CIEDEL dispose de bureaux et salles de cours dans l'Université Catholique de Lyon, au pied de la gare de Lyon Perrache.

BUDGET MOYEN ANNUEL : 1,6 M€

L'exercice social clos le 31/08/2024 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/08/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 844 995,17 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 23 769,68 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Une convention de groupement de fait a été conclue entre le CIEDEL et RESACOOP (effet au 1er septembre 2019) dans le but d'organiser la mise en commun, à prix coûtant, d'un certain nombre de services et moyens nécessaires à l'exercice de leurs activités. La convention a pris fin au 1^{er} octobre 2024

Principes, règles et méthodes comptables

Méthode Générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.
Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type Durée

Logiciels informatiques de 1 à 3 ans

Agencements, aménagements, installations 05 ans

Matériel de bureau et informatique de 1 à 6 ans

Mobilier de 5 à 10 ans

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition composé du prix d'achat et des frais accessoires d'achat, sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

Une dépréciation est effectuée sur les produits dont le prix de revient calculé est supérieur au cours du jour ou à la valeur probable de réalisation.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La créance du client ANAPHORA était couverte par une caution. Cette créance a été soldée sur l'exercice en compensation de la dette du cautionnaire,

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Contributions volontaires :

L'association a été aidée par des administrateurs pour quelques heures.

Le montant étant non significatif, elle a décidé de ne pas les valoriser.

Les heures de gouvernance du bureau et du Conseil d'Administration ne sont pas valorisées.

Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	26 756			26 756
Immobilisations corporelles	61 715			61 715
Immobilisations financières	24 219	8 956	8 800	24 375
TOTAL	112 690	8 956	8 800	112 845

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	26 756			26 756
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	645			645
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	58 368	1 090		59 458
Emballage récupérables et divers	1 201			1 201
TOTAL III	60 214	1 090		61 304
TOTAL GENERAL (I+II+III)	86 970	1 090		88 059

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	1 080	4 482	1 080	4 482
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours	32 777		32 777	
TOTAL	33 857	4 482	33 857	4 482

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	69 253	69 253	
Autres créances	385 703	385 703	
Charges constatées d'avance	9 682	9 682	
TOTAL	464 638	464 638	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	11 695
Subventions/financements	336 489
Autres produits à recevoir	2 338
TOTAL	350 522

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Comptes de tiers	7 022		2 070	4 952
TOTAL	7 022		2 070	4 952

Notes sur le bilan passif

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	273 809				273 809
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	197 625				197 625
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-341 000	-79 784			-420 784
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-79 784	79 784		23 770	-23 770
Dont générosité du public					
Situation nette	50 650			23 770	26 881
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	50 650			23 770	26 881
TOTAL dont générosité du public					

Fonds dédiés

Nature des fonds	A l'ouverture	Augmentation engag.	Diminutions fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au- 2ans
Bourses	103 804		24 950	78 854	78 854
Générosité bourses		5 206		5 206	
SCAC MEAE	21 098		21 098	0	0
TOTAL	124 902	5 206	46 048	84 060	78 854

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	131 932		74 911	57 021
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	131 932		74 911	57 021
TOTAL GENERAL (I+II)	131 932		74 911	57 021
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			74 911	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses	4 931		4 931	
Fournisseurs	128 915	128 915		
Dettes fiscales et sociales	48 521	48 521		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	146 693	146 693		
Produits constatés d'avance	347 975	347 975		
TOTAL	677 034	672 103	4 931	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	17 285
Dettes fiscales et sociales	3 031
Autres dettes	
TOTAL	20 316

Notes sur le compte de résultat

Subventions

	OBJET / PROJET	Montant attribué exercice
Convention Region Nouakchott/UE-CIEDEL		
Region Nouakchott / UE	ARENDRE	85 047
Convention AIRF-CIEDEL		
AIRF 2023-25	COOP'R	7 500
AIRF 2023-24	EICPAD II	17 500
Conventions Amedi		
RARA Amedi	Irak	30 000
EF/HALIF	Irak	40 000
Convention GL-CIEDEL		
Grand Lyon	Samba -complément	8057
	TOTAL	188 104

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	90
Sur opérations de gestion	90
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	-90

Tableaux de l'annexe comptable
Source : avis du CNC du 9 janvier 1995. Arrêté du 2 août 1995
(JO du 12 août 1995)

TABLEAU I : RESSOURCES DE L'ORGANISME				
ORIGINE DES FONDS	MONTANT Exercice N	EN %	MONTANT Exercice N-1	EN %
I - Ressources provenant des entreprises, administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	42 220	0%	54 433	16%
Etat	0	0%	0	0%
Collectivités locales	600	0,2%	5 245	1%
Etablissements publics	9 777	3%	15 100	4%
Entreprises, Via Fongecif	0	0,0%	0	0%
OMA	0	0,0%	0	0%
FAF	0	0,0%	0	0%
Particuliers	101 769	28,5%	86 811	25%
<i>Sous-total I</i>	<i>154 366</i>	<i>43,2%</i>	<i>161 590</i>	<i>46%</i>
II - Ressources provenant des Pouvoirs Publics				
Instances Européennes	0		0	0%
Etat	22 215	6,2%	1 255	0%
Régions	23 285	6,5%	25 215	7%
Autres collectivités territoriales	0	0,0%	0	0%
Etablissements publics	23 195	6,5%	17 550	5%
<i>Sous-total II</i>	<i>68 695</i>	<i>19,2%</i>	<i>44 020</i>	<i>13%</i>
III - Autres				
Autres organismes de formation	3 980	1,1%	3 922	1%
Autres ressources	130 423	36,5%	141 342	40%
<i>Sous-total III</i>	<i>134 403</i>	<i>37,6%</i>	<i>145 264</i>	<i>41%</i>
Total des ressources	357 464	100%	350 874	100,0%

TABLEAU II : DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE				
FINALITES DES ACTIONS	MONTANT Exercice N	EN %	MONTANT Exercice N-1	EN %
Diplômantes (1)	177 639	49,7%	152 393	43,4%
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	179 825	50,3%	198 481	56,6%
Insertion sociale				
Total	357 464	100,0%	350 874	100%
(1) diplômes nationaux, titres homologués				
(2) certificats de branche, certificats d'entreprises, attestations				

TABLEAU III : CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES				
CONVENTION	MONTANT INITIAL	SOLDE AU DEBUT	UTILISATION EN COURS	SOLDE EN FIN
Convention Région Auvergne Rhone Alpes	111 938	0	111 938	0
Etat	9 155	0	9 155	-9 155
	0	0	0	0

Autres informations

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 57 021 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- l'âge de départ à la retraite : 67 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1 %
- le taux d'actualisation retenu : 0.80 %
- le taux moyen des charges sociales : 40 %

A compter de cet exercice, la grille d'indemnité de départ à la retraite ne fait plus référence à la CCN 2270, celle-ci a été abrogée. Le CIEDEL n'a plus de CCN.

Il a été accepté qu'un salarié bénéficie, sur l'exercice suivant, d'une indemnité de départ à la retraite selon les critères de la CCN 2270, son départ a été annoncé avant la fin de l'exercice clos au 31/08/2024.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6 030 €.

Faits significatifs exercice suivant

A partir du 1er septembre 2024, l'association sera intégralement fiscalisée

Faits caractéristiques de l'exercice

Un salarié a bénéficié, pour son départ à la retraite, sur cet exercice de l'application de l'ancienne CCN

Le calcul de la provision d'indemnité de départ à la retraite impacte l'association :

- Si nous avons appliqué la grille avec le nombre de mois par années de présence selon la CCN, nous aurions une reprise totale de 7 411 € au lieu de 74 911€, soit une charge non constatée sur ce bilan de 66 756 €.
- Si nous avons appliqué la grille avec le nombre de mois par années de présence selon le droit du travail, nous aurions une reprise de 107 960 € au lieu de 74 911€, soit un produit non constaté sur le résultat actuel de 33 049 €. Cette différence de 33 049 € correspond à une charge pour complément de provision basée selon l'application de la CCN et constatée sur ce bilan pour la salariée partant à la retraite sur l'exercice suivant.

La situation financière de l'association et le niveau des fonds propres restent fragiles à la clôture de l'exercice. Des mesures sont prises sur le deuxième semestre pour développer et adapter l'activité. En 2025, l'association attend l'approbation de financements par le biais de RDI et d'une banque pour un montant total estimé de 100k€.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	13
Non cadre	4
TOTAL	17

Clotilde DEMEURE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Carine MONTJOUVENT
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Alice POUSSIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Amandine DELAYANCE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

ASSOCIATION CIEDEL

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

SOCIETE
D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES

INSCRITE
AU TABLEAU DE L'ORDRE
DES EXPERTS-COMPTABLES
DE LA REGION AUVERGNE
RHONE-ALPES

INSCRITE
A LA COMPAGNIE
REGIONALE
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES DE
LYON-RIOM

ASSOCIATION CIEDEL

10 Place des Archives
69288 Lyon Cedex 02

Clotilde DEMEURE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Carine MONTJOUVENT
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Alice POUSSIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Amandine DELAYANCE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

SOCIÉTÉ
D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES

INSCRITE
AU TABLEAU DE L'ORDRE
DES EXPERTS-COMPTABLES
DE LA RÉGION AUVERGNE
RHÔNE-ALPES

INSCRITE
À LA COMPAGNIE
RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES DE
LYON-RIOM

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention de partenariat conclue avec l'Association AFPICL, (Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon)

Votre association a conclu avec l'AFPICL une convention de partenariat pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2019, renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Dans le cadre de cette convention, votre association a bénéficié d'une mise à disposition de moyens, matériels et services liés à l'utilisation des locaux (fluides, réseaux, entretien des bureaux...) facturés par l'AFPICL.

Le montant total comptabilisé en charges d'exploitation par votre association au cours de l'exercice 2023/2024 s'est élevé à 44 926 euros.

Grégory WOIMBEE, représentant de l'Université Catholique de Lyon et vice-président de votre association

Lyon, le 05 février 2025

**Le Commissaire aux Comptes
SAS OHAYON**

Signé par Clotilde Demeure
Le 06/02/25

ID: tx_Y5zD66X8A8YB



Clotilde DEMEURE